

Métamorphoses

2016

Table des matières

INTRODUCTION	3
JE REGARDE LE MONDE DEPUIS UN HUBLLOT, JE M'ENNUIE UN PEU...1	6
URBI ET ORBI2	11
<i>Emménager en ville</i>	13
<i>La tranquillité marchande</i>	15
<i>Si la ville brûlait</i>	17
DE L'OCCUPATION DES PLACES AUX CENTRES OCCUPÉS	18
PAS APRÈS PAS	22
LA MORT DE LA LIBERTÉ ET DE LA VICTOIR DU COMPROMIS	25
OUH REGARDE LES SCUGNIZZI 12	28
JE SUIS UN MEC DE LA RUE 15	31
DISCUSSION AUTOUR D'UNE BARRICADE	34

INTRODUCTION

Le document que vous êtes sur le point de lire est le fruit de quelques discussions nées du besoin de réfléchir et de clarifier les transformations qui s'opèrent dans la ville où nous vivons.

Naples est une ville particulière qui, contrairement à la plupart des villes européennes, n'a pas encore subi ce tournant définitif vers une réorganisation sociale urbaine. La ville en effet détient encore, dans certains quartiers et en particulier dans le centre historique, une superposition de catégories sociales et culturelles qui partagent le même territoire, et qui ne sont pas encore complètement absorbées par les projets de restructuration mis en place dans d'autres villes.

Mais la volonté de transformer Naples au nom du progrès et de la restructuration des politiques d'exploitation existe depuis le milieu des années 80, époque où a finalement été approuvé le projet de construction du centre de gestion qui aurait dû accueillir la « city », centre névralgique des activités administratives entre autres. Le projet a été achevé en 95, presque simultanément à l'ouverture du premier tronçon de la ligne 1 du métro qui semblait plus rapprocher qu'éloigner, comme ce fut le cas, des distances parfois incommensurables présentes sur le territoire napolitain.

D'autres projets destinés à changer le visage de la ville se sont succédés dans le temps, déterminant à certains endroits, grâce à l'ouverture des stations de métro et aux rénovations parallèles du mobilier urbain environnant (comme cela a eu lieu à Montesanto avec la reconstruction de la station Cumana), une augmentation du prix des loyers qui a généré un premier éloignement de certaines catégories de population historiquement résidente. Cela a néanmoins démarré lentement, puisque la ville, par une série de facteurs coïncidents, a résisté au processus de gentrification que les différentes composantes politiques ont toujours tenté de mettre en place.

Cependant, au cours des dernières années, ce processus a connu une accélération notable devenant plus que tangible en particulier dans le centre historique.

Cela fait des années que dans l'esprit des Napolitains a été ancrée la certitude, grâce à un martelage d'échanges de point de vue médiatiques à toutes les sauces et de toute forme, que pour résoudre les problèmes durables de la criminalité et du chômage, il suffirait de réévaluer les ressources culturelles et des politiques visant à encourager le tourisme. Parce que si le touriste vient à Naples, il y a plus de travail, moins de crime, moins de saleté, tout serait mieux. Se met donc en place un avantage fiscal pour l'ouverture de toutes formes de bed and breakfast, un diplôme de trois ans en « *touristologie* », des accords avec les navires Costa, et voilà que des hordes de touristes affluent à tous les coins de l'antique centre historique, à la recherche de Polichinelles, crèches de Noël, mandolines et pizza à volonté. Plus de photos des fameux sacs poubelles, parce que ça ils les ont cachés sous le tapis, et on propose toute sorte plaisir au saint touriste qui est juste sacré ...et quand le touriste a besoin de quelque chose...

La consécration des touristes nécessite un effort des Napolitains pour devenir plus civils, se laver le visage et se faire tout petit face à une telle entreprise qui se présente comme une manne purificatrice. Un business cultivé dans l'intérêt de tous, cachant en réalité un seul intérêt, celui de quelques-uns qui tirent profit des avantages économiques et politiques par la transformation de zones à revaloriser et à redorer et de zones à ghettoïser ou réaménager pour d'autres intérêts.

La requalification urbaine, avec un effet domino du centre historique à la banlieue investit inévitablement tout le territoire de la ville, ouvre la voie à la restructuration des profits, passant par le concept de « smart city » jusqu'à la dépersonnalisation de zones entières jusqu'ici caractérisées et vécues dans leur chair par des personnes.

Tout cela est très triste, mais il est encore plus triste de constater que l'essentiel du changement en cours est soutenu et accompagné par diverses formes d'associationnisme et qu'une grande partie de ce mouvement qui se définit comme antagoniste en accélère la transformation de manière culturelle plutôt que structurelle, vers une pacification sociale de plus en plus poussée. L'appropriation des espaces dits libérés en très peu de temps reconnus par la municipalité elle-même qui leur en confie la gestion n'a d'autre but que de favoriser le revirement de toute attitude oppositionnelle. Chaque minime position conflictuelle est perdue dans la négociation démocratique, chaque voix extérieure au chœur reste prise au piège dans une pétition pour l'installation d'un feu de circulation ou une plainte au commissariat de police pour une vile agression fasciste.

Les articles que vous trouverez dans cette brochure sont le résultat de nombreuses discussions, mais ils ne sont pas à prendre comme une écriture chorale. Chaque compagnon a essayé de mettre sur papier ce qu'il a retenu d'intéressant dans la discussion de son propre point de vue. Nous avons analysé la transformation sociale qui ont conduit les gens à abandonner les places, les intérêts du capital qui se cachent derrière chaque politique de restructuration urbaine et sociale, l'étroite interdépendance entre les villes et les territoires limitrophes strictement liés aux besoins énergétiques et nous nous sommes aussi demandé si nous croyons que cela vaille la peine de défendre ce type de ville en constante métamorphose. Pour autant, nous ne voulons pas faire une œuvre nostalgique sur comment Naples était belle auparavant et maintenant par contre... non, ce n'est pas du tout dans nos intentions. Nous savons depuis l'enfance que c'est une ville difficile à vivre, pétrie par des mains sales, pompée et aspirée par tous les pilleurs qui sont passés par là. Ce que vous avez entre vos mains n'est qu'une réflexion sur ce qui nous a amené là et sur ce qui nous attend si nous ne décidons pas une fois pour toutes de prendre en main nos destins, nouvelles Destinées autopoïétique...

**JE REGARDE LE MONDE DEPUIS UN
HUBLLOT, JE M'ENNUIE UN PEU...1**

Lors du passage de l'économie industrielle à l'économie post-industrielle, nous assistons à l'énième mobilisation des forces pour l'énième réajustement du monde. La logique sous-jacente est celle de la production ininterrompue, débordant désormais du champ de bataille de la Grande Guerre (qui a donné un développement décisif à l'univers de l'usine), colonisant toute la société. La domination de la technologie moderne s'étend à travers le monde qui, dans cet horizon, perd la valeur d'un simple outil entre les mains de l'homme, pour devenir le véritable objectif de l'action productive et économique. C'est justement l'ère post-fordiste, où est en vigueur la loi de la « production de production ». Le travail s'étend de fait partout, la génération de profit n'est plus circonscrite dans la pratique d'aller au travail, mais s'intègre dans les ganglions du système qui a besoin d'être remodelé de cette façon. Le profit est produit par la circulation non seulement de biens ou d'investissements, mais aussi par la circulation des informations et de la conséquente gestion monopolistique de l'information. Dans ce monde n'importe quel objet, être vivant et écosystème peut être informatisé, devenir un numéro, une fonction. Son insertion à l'intérieur de « systèmes intégrés » consent à qui de droit d'avoir un contrôle précis sur un environnement donné, pour le surveiller, l'orienter, le remodeler.

Depuis la Seconde Guerre mondiale l'utilisation de la technologie dans la gestion et le traitement des informations assume une importante croissance stratégique, en particulier avec le boom de l'Internet à partir des années 1990. La révolution numérique a créé un monde où l'interopérabilité et l'interconnectivité – rendues possible par la convergence progressive des technologies de l'information et des télécommunications et par la globalisation totale des réseaux – sont assurément deux des piliers structurels sur lesquels repose la société de l'information moderne. Il devient de plus en plus important de pouvoir gérer la quantité toujours croissante d'informations et de données, mises en circulation rapidement et efficacement. Le complexe des TIC (technologies de l'information et de la communication), qui parmi ses nombreux domaines d'application, trouve un terrain fertile dans les villes, s'en charge.

Dans cette optique la nouvelle stratégie d'aménagement urbain, celle des « smart city », semble être le bon outil pour ce modèle économique innovant, orienté vers le développement technologique et le marché qui en découle.

L'amélioration de la qualité de vie, le respect de l'environnement, la promotion des aliments bio, etc. passent pour des conquêtes « de l'esprit » et non comme de juteuses nouvelles opportunités de profit. Parallèlement, les services publics changent de visage pour en adopter un plus amical... pendant que l'on parle de participation active à la co-planification et pendant que l'on développe des outils de démocratie numérique, on cache le fait que le « capital humain, intellectuel et social » des citoyens-clients est mis au service du développement urbain et régional. Il faut de l'innovation, il faut de l'unicité, il faut une masse consentante et enthousiaste pour rivaliser dans l'horizon économique mondial. Ni plus, ni moins... la globalité signifie faire des affaires, et les villes deviennent des entreprises. Elles attirent des investissements et des firmes, offrent des performances et un personnel compétent. La ville marchandise, en perpétuelle valorisation d'elle-même, exige une radicale restructuration urbaine et sociale.

Ce n'est pas un hasard si, depuis quelques décennies, nous assistons à des processus de « requalification » et de « gentrification », qui traduisent la transition de l'ancienne économie de type industriel à l'économie post-industrielle. L'industrie a laissé des cadavres à revitaliser, la métropole produit des zones de dégradation qui doivent être mises à profit. La propagande les vend comme des zones à importante stratégie économique, les ré-évalue et impose le prix de la substitution d'une classe à l'autre. Les catégories marginales et souvent criminalisées de la jungle urbaine font place aux « nouveaux colons des couches moyennes-supérieures bourgeoises ».

Récemment, à Naples, un petit groupe de chacals internationaux a été accueilli, dans l'inconfort de certains de ces lieux cadavériques que le pouvoir avait délaissés, comme le porteur de nouveaux et mythiques espoirs. Une école de formation Apple pour les programmeurs d'IoS, va s'ériger d'ici peu sur ces cendres pour former une armée de techniciens compétents qui fonctionneraient comme les moteurs de recherche de leurs ordinateurs. Une ville intelligente, dans laquelle la dimension virtuelle et la dimension tangible s'intégreraient toujours plus intensément, a besoin de personnes intelligentes, qui savent non seulement utiliser les technologies qui la rendent « smart », mais aussi développer des compétences uniques et spécifiques qui la rendent compétitive. Diffuser les compétences joue donc un rôle crucial dans le déclenchement du développement technologique, ce qui ouvre la porte à de nouveaux processus innovants... dans un cercle qui s'autoalimente. Diffuser les

compétences pour que l'on puisse vivre dans ce type de monde, et parce que l'on veut vivre et créer ce type de monde... tout ceci profite à ceux qui se nourrissent de cette machine, comme les entreprises et les institutions.

Assurément, ce n'est pas une innovation pour la propagande politique, qui vend ceci comme une nouveauté, comme elle avait au préalable vendu la future ligne TAV Napoli-Bari, encore une autre occasion d'intégrer ce Sud sous-développé et perpétuellement à la traîne, aux « longs réseaux du monde global ». Quelle meilleure opportunité pour finalement entrer en Europe, maintenant que nous sommes également bénis par la venue de la grande vitesse dans ces terres désolées ? Inutile de dire que les chamailleries web hystériques des différents Renzi [président du conseil des ministres à ce moment-là] et de Magistris [Maire de la ville, à l'époque] de service sont prompts à jeter de la poudre aux yeux à ceux qui ne veulent pas voir qu'il y a une seule logique sous-jacente qui unit les personnes au pouvoir. Celle de placer ici et là des nouveautés d'intérêt stratégiques, pendant que d'un côté on persuade les spectateurs qu'ils assistent au renversement du sud de l'Italie, de l'autre ils sont occupés par le mirage de leur fausse démocratie participative.

Pendant ce temps les villes deviennent de plus en plus des arènes d'intérêts stratégiques qui évidemment sont tenues bien au chaud. On développe une véritable industrie de la Sécurité, qui à travers le concept de « prévention active » vend comme indispensable le « concours de l'instrument militaire à la politique nationale ». Habituer la population à la présence encombrante de l'armée dans la rue semble être un bon début. Il faut prévenir, dissuader toute potentielle révolte intérieure qui nuirait aux lieux d'intérêt de la machine économique mondiale. Cette dernière se nourrit de ressources qui ne sont pas seulement sur des terres lointaines habillées en scènes de guerre, mais a aussi des intérêts vitaux à protéger sur ses terres natales, ce riche Occident qu'elle tente de pacifier. En fait la ressource est aussi le capital intellectuel humain qui peut continuer à faire progresser ce modèle gagnant de profit et de contrôle social. Les ressources sont aussi les œuvres que les entreprises multinationales, avec le soutien inconditionnel des politiciens, mettent en place dans les territoires clés pour la reproduction de l'économie mondiale. Le pouvoir se dessine de moins en moins comme une enclave blindée à on ne sait quelles profondeurs de la terre. On continue à prétendre que le capital est une entité surnaturelle, une sorte de monstre Biblique distant et intangible, sans visage précis et de toute façon tendanciellement omnipotent. Mais jamais auparavant la domination n'a fait apparaître autant de visages découverts, visages même communs, de garçons et de filles qui sacrifient leur individualité au service du développement et du progrès technocratique, par exemple. La technologie, en dehors de l'illusion, n'est pas au service de la société mais du profit. Et la ville est « un signe visible du pouvoir ».

Derrière la concrétisation du projet de « Smart City », il y a les plus grandes multinationales du numérique. IBM et Cisco Systems sont au centre d'énormes chiffres d'affaires, au point que certaines des critiques émanant des mêmes milieux officiels parlent de ces villes comme de marchés pour les marchandises proposées par ces multinationales. Mais la question est beaucoup plus épineuse.

L'objectif tant décrié et invoqué par le nouveau millénaire serait « l'intelligence », l'idée de faire jouer un rôle actif aux objets présents dans la ville à travers le Réseau Internet... Du mobilier urbain terne et démodé aux collecteurs et distributeurs d'informations et données les plus variées, qui serviables et obéissants aideront à qui de droit la gestion de l'infrastructure. En fait, « l'Internet des objets » ne signifie pas essentiellement intelligence, mais plutôt possibilité d'identification, traçabilité ... lisibilité en fin de compte. Aujourd'hui, comme hier, IBM travaille pour le pouvoir en fournissant une technologie de pointe pour l'identification des individus. Comme le dit l'une de ses publicités : « Construisons un monde plus intelligent, pour des données plus intelligentes ». Face à ce travail de fichage minutieux que le pouvoir veut être capable de faire de mieux en mieux, comment les individus réagiront-ils ? Vont-ils à jamais cesser d'être des barrières au point de ne rester que des utilisateurs stériles ? Combien de temps se passera-t-il avant que ce mécanisme d'inclusion et d'exclusion, qui a toujours justifié l'exercice du pouvoir, se prononce complètement dans la différence entre ceux qui ont un smartphone et ceux qui n'en ont pas, entre qui sera identifié/traçé [tagged] et qui est intraçable [untagged] ?

L'habitude d'une intégration de plus en plus intense avec les machines, qui dans la tête dressée et malade d'une personne est censée devenir totale, a été facilitée par l'utilisation généralisée d'outils d'usage quotidien tels que le GPS et Internet, deux des nombreux cadeaux de la recherche liée au secteur militaire. Ce n'est pas surprenant, étant donné que beaucoup de technologies qui occupent la vie quotidienne de l'homme moyen portent le sigle de la sécurité et de la défense des États. Beaucoup de soi-disant « technologies convergentes »

sont en effet aussi « duales », en ce sens que leur fonction est à la fois civile et militaire car elles sont d'une part à la base de la croissance économique et de la primauté internationale des pays qui les développent ; et d'autre part la sécurité de l'Occident et ses intérêts stratégiques dispersés un peu partout. Pour défendre son hégémonie, le pouvoir technocratique du monde poursuit cette marche vers le développement qui change la nature de ses armées, de ses guerres, de ses villes.

D'autre part, nanotechnologie, biotechnologie, informatique, télécommunications, robotique... lesdites « technologies convergentes » en somme, sont soit le produit de consommation de l'industrie civile, soit le résultat d'activités de recherche à but militaire. Mais la technologie est aussi et surtout une logique. Celle qui a l'intention d'annihiler l'essence même de l'individu, à savoir l'incalculabilité et l'imprévisibilité qui peuvent le soustraire à une existence intégrée et contrôlée. Cette logique qui unit ces différents domaines de recherche dans un projet convergent unique qui puisse non seulement gérer le vivant, mais le remodeler dans tous ses aspects.

On s'étonne toujours que tant de choses trouvent une justification suffisante pour ne pas remettre en question leur nature, pour le simple fait que (désormais) elles existent. Internet est peut-être l'une d'entre elle. Depuis l'aube des temps, le fait que quelque chose existe n'a jamais été une bonne raison de ne pas y réfléchir un peu. Et il ne suffit pas de s'en laver les mains par le fait que son existence soit en fin de compte confortable et son utilisation « seulement » instrumentale, ne serait-ce que pour ne pas se trouver un jour avec une puce implantée dans le cerveau, et le comprendre seulement une fois qu'elle nous ait déjà dévoré les trois quarts de notre identité. En ces temps où la technologie fonctionne plus vite que la pensée, c'est n'est qu'une question de temps. Si le changement technologique est exponentiel, notre pensée ne l'est pas. Il est si difficile de le suivre que l'on se trouve continuellement dépassé, et l'on court continuellement un risque. Celui de ne pas être capable de penser dans leur totalité la nature et les effets de ce que nous nous trouvons à utiliser, sinon plus tard, sinon quand nous serons déjà complètement submergés.

Les machines sont entrées dans nos vies parce qu'elles nous ont rendu service, et elles y sont restées parce qu'elles nous ont rendus esclaves. Le nouveau monde qui s'est construit autour de nos corps toujours plus transparents et pénétrables, est jonché de portails qui s'ouvrent à dix, à mille autres mondes en un clic. Des mondes qui, bien qu'ils soient définis comme réels par la relation indéniable qu'ils entretiennent avec la réalité qui les a activés, déclenchent en fait une nouvelle conception du temps et de l'espace qui appartient à la virtualité. Instantanéité et ubiquité sont le temps et l'espace de la technologie. La contraction du temps et de l'espace qui dilate nos petits mondes individuels, nous conduit à voir des choses que nos yeux ne verraient pas, là où nos jambes n'arriveraient pas.

Un flux ininterrompu d'informations réduit les corps à de vases communicants en interconnexion continue sur le net. Un réseau, un système d'appareils électroniques dont l'homme sera toujours plus partie intégrante (il suffit de penser au développement des technologies RFID), transmetteur de données faites pour être dévorées par les multinationales et gouvernements, pour des avantages financiers et de contrôle.

Il faudrait se demander d'où vient le besoin même pour un individu en lutte, de toute l'information diffusée sur le net sur les actions et les expériences, venant de n'importe où et à n'importe quel moment, puisqu'il ne peut être considéré comme *input* à l'action (ce qui serait triste), ni visant à une connaissance réelle de ce qui se passe ailleurs. Toute vraie connaissance est condamnée par la nature même du media, son être médiatique, ses médiations opérationnelles et ses filtres entre le fait révélé, le contexte qui le produit et celui qui le reçoit. Il faudrait répondre que peut-être cette nécessité est fille de notre temps et s'imaginer combien peut nous éloigner un continuel « ailleurs » du présent à avoir entre nos mains. Ce qui ne peut être réduit à un problème de l'individu par rapport à l'outil et à sa manière de l'utiliser. Rappelons-nous que ce sont les puissants défenseurs de la suprématie technoscientifique qui font des distinctions superflues, pour dire qu'il y a une bonne et une mauvaise manière d'utiliser leurs innovations, de confier la responsabilité du sens [donné] à l'individu, les justifiant ainsi comme intrinsèquement innocents. Le reste du monde, si l'on considère les effets à long terme, ne peut que se faire avoir.

Le « développement » technologique n'a jamais été neutre, il a toujours fixé des objectifs partiels et toujours également produit des effets partiels. Les effets les plus invisibles et les plus imprévisibles sont les effets à long terme qu'il provoque au fond de nos perceptions de nous-mêmes et du monde. Les dieux qu'il espère conquérir, au profit de la science qui le crée et du pouvoir économique-politique qui le finance, sont ceux d'une technocratie

globale capable de reprogrammer les gens, les environnements, les sociétés, les économies, comme s'ils étaient des ordinateurs. Et pourtant, ses innovations ont des lieux de naissance qui ne sont pas les cavernes souterraines d'un savant fou, mais des universités, des écoles de formation, des multinationales.

Il faut voir comment cette société de haute technologie peut résister aux coups d'un monde qui s'effondre, quand la différence qui sépare les inclus et les exclus deviendra un abîme irréconciliable.

URBI ET ORBI2

Au cours des quatre dernières décennies, la population mondiale en déclinante augmentation a été contrainte de se déplacer, en raison du pillage continu de la planète, dans les grandes périphéries urbaines si bien qu'en 2006, une commission d'enquête des Nations Unies (UN-Habitat) a organisé un recensement à l'échelle mondiale décrétant que plus de la moitié de la population mondiale vit agglomérée « autour » des métropoles de la planète.

Cet exode en proportions gigantesques a contribué à créer des tensions et des déséquilibres sociaux qui, par le passé, ont ébranlé le système politico-économique plus d'une fois.

L'afflux continu de personnes dans les grandes villes s'il a d'un côté fourni un vivier de main-d'œuvre à faible coût à la capitale, de l'autre, a concrétisé l'une des inquiétudes récurrentes des riches : une horde de personnes affamées à leur porte. Et en effet cette concentration a conduit, au cours des deux derniers siècles à des révoltes sociales d'une telle ampleur que, dans certaines circonstances, elles ont abouti à des renversements partiels du pouvoir, pour ensuite être récupérées dans le giron de la logique autoritaire. Les exemples passés de villes insurgées sont le cauchemar des riches et le rêve plus ou moins touché du doigt de certains révolutionnaires.

L'histoire cependant, comme elle nous est racontée par les programmes du ministère, fait l'impasse sur tout cela et est exposée comme un enchaînement progressif qui voit l'humanité passer de petits groupes de populations en famine aux splendeurs des civilisations citadines modernes. Cette fable créée ad hoc de manière mécanique et déterministe induit en erreur ; amène à croire que l'activité citadine est une constante sociale interrompue sporadiquement par des conflits internes et externes, qui tour à tour prennent l'aspect redoutable des ennemis étrangers à nos portes ou encore plus inquiétant d'un virus³ tout proche. Mais l'éphémère distinction entre l'ennemi extérieur et intérieur est d'autant plus hors de propos que le modèle logistique en vigueur, à savoir l'urbanisme mondial, est défini par le pouvoir comme la somme financière, politique, économique, stratégique, sociale et culturelle du futur.

Mais au-delà des plus ou moins insaisissables intrigues du pouvoir, la réalité est que l'humanité, d'une génération à l'autre, a pris des formes sociales où la plupart, en s'humiliant, se sont inclinés se soumettant devant l'arrogance de quelques-uns. Et cela s'est produit à travers un glissement incessant, parfois imperceptible, du pouvoir de l'individu vers les institutions. Ce phénomène a pris une accélération fulgurante au cours des quarante dernières années, aucune génération humaine n'a jamais connu un tel niveau de soumission au pouvoir. Ni les dictatures ni les répressions n'ont jamais réussi à rendre les esclaves inconscients de l'être. L'autorité domine aujourd'hui incontestée dans le ciel, sur terre et en mer, même le temps est strictement partagé entre les horaires de production et ceux du repos autorisé. Et avec le bombardement médiatique auquel nous sommes tous les jours exposés, il est difficile de comprendre ce qui se passe réellement autour de nous, ce qui nous amène à croire que la paix sociale est irréversible. Mais, malgré tout, il se passe dans nos villes bien des choses que les appareils du pouvoir ne rendent pas publiques, que l'on omet de faire retentir aux quatre vents.

Comme nous l'avons dit au début du texte, de nombreux problèmes d'ordre social dérivent de ce vaste mouvement vers les villes, qui a généré une division entre ceux qui vivent inclus dans des catégories « civilisées », et rentables, et qui essayent difficilement de survivre dans les égouts à ciel ouvert connu sous le nom de slum, favelas et bidonvilles. La possibilité que ces décharges humaines tentaculaires éclatent est réelle et est la base de toutes les études contre insurrectionnelles des dernières années. En même temps, pour les autorités, la ville est une entreprise aux proportions inhabituelles et un danger réel. Mais avant de réfléchir aux possibilités effectives d'imposer un nécessaire coup d'arrêt à ces politiques de vol et de dépossession, il serait bon d'écrire quelques lignes sur la façon dont en sommes arrivées là.

Emménager en ville

Cet énorme développement urbain a commencé il y a quelques siècles parallèlement à l'extension du modèle de production agro-industriel qui a provoqué une accélération constante, encore inégalée dans l'histoire connue jusqu'ici, du processus de transformation de l'espace. Les innovations technologiques appliquées au travail de récolte dans les campagnes ont permis aux propriétaires d'exploiter moins de main-d'œuvre en obligeant des milliers de travailleurs à chercher des alternatives dans les villes. En fait, la demande croissante de main-d'œuvre destinée à l'abattage industriel a coïncidé avec un dépeuplement des campagnes dans de larges proportions, en grande partie suite à la mécanisation croissante des systèmes de récolte agricole.

Alors que ce phénomène en Europe du Nord remonte souvent au début de la production industrielle au XVIII^e siècle, dans certaines régions du nord de l'Italie et de l'Allemagne baltique, le dépeuplement des campagnes vers les villes a commencé à se produire vers le XI^e siècle, coïncidant avec l'avènement du modèle municipal et hanséatique⁴, qui ont retardé les processus nationalistes de quelques siècles par rapport à la moyenne européenne. Il est important de se rappeler de ces exemples parce que le concept moderne de l'espace métropolitain reflète en quelque sorte les concepts politiques du municipalisme et les concepts commerciaux des villes hanséatiques.

Mais à part ces deux pays, depuis le XVIII^e siècle la croissance des villes a été pratiquement illimitée, au point qu'aujourd'hui il est plus correct de parler de macro-régions métropolitaines, zones d'intérêt stratégique productif et militaire présentes dans le monde entier. Il y en a une quarantaine répandue un peu partout, des espaces remodelés sans interruption, qui s'étendent sur des kilomètres et qui sont reliées entre eux par des relations productives hiérarchiques. Ces dernières années, le système capitaliste a considérablement augmenté le rôle de certaines de ces grandes villes sur la planète ; ce sont elles qui régulent la production et la consommation de la plupart des biens existants.

Juste pour faire le calcul, les 25 principales zones urbaines existantes produisent 66% des biens mondiaux et 85% des équipements technologiques et scientifiques nécessaires à la production et au contrôle social, en consommant 76% en leur sein.

Ces macro-zones se trouvent insérées dans une grille politique financière transfrontalière à part entière et créent ce que l'on appelle communément le village planétaire. Cela peut peut-être paraître étrange, mais les mégapoles comme Londres, Tokyo, Hong Kong et New York ont beaucoup plus de choses en commun qu'avec leurs campagnes environnantes ou avec le rôle de certaines métropoles industrialisées considérées comme secondaires, comme Bombay, Sao Paulo et Shanghai. Ces deux structures urbaines suivent de près la vieille tradition colonialiste de la planète avec la subdivision du premier, du second et du tiers monde, mais ceci seulement pour une analyse rapide, car avec l'attention nécessaire une plus grande interdépendance énergétique entre les zones productives nous saute aux yeux, quelque chose d'impensable il y a quarante ans.

L'enchevêtrement énergétique des zones urbaines se base sur le flux continu de ressources énergétiques et de marchandises entre les mégapoles. Ce qui fait vivre ces villes aux proportions gigantesques, ce sont les infrastructures qui assurent le fonctionnement des réseaux électriques, hydraulique et de gaz. Si seulement un de ces composants venait à faillir, survivre dans une ville serait impossible.

Mais le véritable changement par rapport à l'ancien modèle colonial est la dépendance totale vis-à-vis du marché mondial. Un exemple s'applique à tout le monde : une région comme le sud de l'Italie, un producteur historique de blé, a besoin de blé canadien, ukrainien et américain pour mettre littéralement le couvert.

Aujourd'hui, toutes les technologies occidentales fonctionnent grâce au même principe géodésique satellitaire qui régit les routes du marché.

Par conséquent, les stratégies de pouvoir reposent sur une pacification productive sans précédent à l'intérieur des zones rentables de ces macro-zones et le contrôle obsessionnel des liaisons marchandes. Cet effort pour

continuer à fonctionner nécessite un état de guerre permanent et est possible uniquement grâce au pillage massif de l'énergie. Un chien qui se mord la queue.

La tranquillité marchande

Si vis pacem, para bellum [locution latine : Si tu veux la paix, prépare la guerre, ndt] disait un essai farceur à l'époque romaine, tandis que les légions de l'empire massacraient, attaquaient et violaient les populations du monde occidental au nom de la civilisation supérieure romaine et du plus pragmatique contrôle des ressources les plus rentables. Cette période d'acculturation forcée terminée, la propagande impériale rapporte des siècles de paix et de prospérité dans les limes romaines et où les artères marchandes terrestres, fluviales et maritimes seraient restées stables pendant plusieurs siècles, permettant aux marchandises et aux troupes impériales des déplacements rapides pour l'époque. En réalité, les légions impériales se sont battues sans relâche pour maintenir sécurisées et sous contrôle les routes consulaires, également en mer Méditerranée, appelée par les romains Mare Nostrum, il y avait quatre flottes impériales utilisées pour patrouiller et pour la protection du trafic maritime. Des produits exotiques venaient de Chine lointaine et d'Inde à travers les routes de la soie et des épices, dans un complexe et riche système d'échange commerciaux entre l'est et l'ouest, qui durera jusqu'à la fin de la domination mongole, sur la plupart des routes caravanières dans les années 1360. Avec la fermeture de cette artère marchande, les Européens se sont tournés vers l'occident débarquant aux Amériques et recommençant ce subtil processus d'acculturation forcée accompagné de massacres, de pillages et de viols au nom de la civilisation européenne supérieure, de la religion miséricordieuse du dieu unique et du bien plus concret monopole des richesses amérindiennes.

Cette histoire nous la connaissons tous bien sûr, mais il est bon de se la rappeler étant donné que l'évolution du capital commence avec le déplacement de l'axe mercantile dans la zone atlantique, ladite route [du commerce] triangulaire, qui commercialisait entre autres choses du rhum, du sucre de canne et du tabac, des esclaves et de belles étoffes de laine. Ceci est la base du processus d'accumulation du capitalisme moderne et sera le premier test réel de l'émergente formation entrepreneuriale pour étendre sa richesse grâce à l'utilisation judicieuse de la guerre.

En ce moment, les statistiques officielles comptent environ 161 conflits sur la planète, tous dans des zones énergétiquement denses en matières premières. Pourtant, les routes commerciales à la base de la domination occidentale continuent à se répandre tranquillement, dans tous les ports de guerre tout comme dans les ports pacifiques on continue à ranger avec soin les marchandises container sur container.

L'axe mercantile d'alors jusqu'à aujourd'hui est resté fermement implanté dans l'océan Atlantique, qui est encore le bassin des deux marines les plus armées au monde, maîtres de la technologie satellite GPS et en possession des fonds propres de la majeure partie des canaux de Suez et de Panama.

Ce sont des lieux d'intérêt stratégique mondial et il a fallu dépenser beaucoup d'argent pour les développer et les défendre davantage. En fait, la production effrénée de biens a imposé un projet de doublement des écluses [des canaux, ndt] au Panama (par Salini Impregilo⁵) qui devrait être achevé ces prochains mois⁶, alors qu'un deuxième canal de Suez a été creusé et achevé en 2015.

Les deux canaux ont été le terrain de rude contestation au fil du temps et sont aujourd'hui des endroits les plus protégés au monde, toutes les marchandises transitent par-là, toute la richesse est liée à ces deux morceaux de terre.

Cet effort continu de contrôle est sous-traité pour moitié par une police militaire privé tel que l'Academy (anciennement Blackwater) qui a fait de la sécurité privée une des activités la plus rentable ces 10 dernières années. Des entreprises comme Monsanto, Microsoft et BP ont confié la sécurité de leurs intérêts à des agences comme celle-ci.

L'autre moitié de la sécurité sur les routes est la prérogative des ministères de la défense qui envoient leurs hommes de main pour défendre les containers, l'exemple du travail précautionneux des agents de sécurité est flagrant dans le cas des deux marò [voir : L'affaire Enrica Lexie]. De plus, cette distinction entre les armées

privées et nationales est désormais fictive, dans la mesure où toutes les forces militaires occidentales servent les intérêts des entreprises. Un exemple emblématique est la présence des carabiniers pour la défense de la raffinerie Eni [principal groupe pétrolier Italien] à Nassirya [en Irak].

Toutefois si cette concentration de forces est possible sur les navires, sur les routes, dans les canaux sus-mentionnés et dans les ports, il en résulte un ensemble complexe le long de milliers de kilomètres d'artères énergétiques.

Juste pour info : le gaz méthane dans les foyers européens provient en grande partie de la Russie pour l'Europe du Nord et la Libye pour l'Europe du Sud, l'omniprésente électricité est transportée sur des milliers de kilomètres sur de fins câbles d'un pylône à l'autre.

En somme, les corridors énergétiques sont beaucoup plus difficiles à contrôler et, en réalité, des entreprises comme Gazprom, Total, Bp, Eni dépensent des ressources sans fin pour éviter les actes de sabotage sur leurs chaînes d'approvisionnement. Malgré ce gaspillage, cependant les actes de sabotage sur les lignes d'énergie ont augmenté dans le monde entier. Cette tranquillité marchande telle qu'elle nous est racontée, n'est pas totalement réelle.

Si la ville brûlait

Comme nous l'avons déjà dit, le pouvoir dans l'optique d'une indispensable pacification productive contrôle de manière obsessionnelle tous les aspects de la vie dans les mégapoles, optimisant la tendance des habitants de la ville à s'uniformiser et à renforcer le rôle que s'est approprié la démocratie ces dernières années : la mission de nous homogénéiser et nous aplanir sur le plan culturel. Ce n'est que par un travail d'infantilisation individuelle et collective que l'individu peut être transformé en esclave inconscient. Ce travail de dépossession est un véritable chef-d'œuvre créatif de l'ingénierie sociale, qui a énormément affaibli l'effervescence des exploités.

Même si la turbulence dans les mégapoles est un nœud irrésolu qui se reproduit de manière cyclique. Les exemples historiques d'insurrections urbaines sont innombrables et dispersés sur tous les continents. Los Angeles, Mogadiscio et Athènes ne sont que quelques exemples récents de ce qui arrive à l'arrogance de quiconque contrôle tout. En quelques jours la routine de la ville peut être balayé et ciao la pacification sociale. Pendant des jours et des semaines, le fonctionnement des villes reste en équilibre instable tandis que les centres commerciaux sont dépouillés et brûlés, les banques et les bijoutiers vidés et les étagères des pharmacies et d'armureries allégées du poids de leurs marchandises, ce qui en général produit pendant des festivités une récup de matériaux utiles pour la poursuite de la lutte.

Entendons-nous bien cependant, le travail de connaissance derrière ces acquisitions est long et monotone, cela signifie des années de notes individuelles et collectives. Et pendant que tout ceci se répète à chaque cycle de révolte, les villes se remettent à fonctionner dès qu'elles sont remises de leur gueule de bois.

Je pense que le problème est juste ici, l'imagination collective de la révolte, même parmi les révolutionnaires les plus attentifs s'est fossilisé dans une vision barricadière du XIXe siècle pour certains et pour d'autres au lieu de cela dans un travail d'accumulation de ressources utiles pour d'éventuelles occasions futures. Les deux visions sont justes et nécessaires mais peut-être convient-il de commencer par réfléchir à pourquoi après des années de critique théorique du rôle que les villes imposent aux opprimés la critique pratique de ces derniers s'est arrêtée aux solutions déjà explorées par les émeutes du XIXe siècle. Et si demain en plus des barricades, en plus de l'expropriation, au-delà des attaques sur les hommes et les structures quelqu'un raisonnait sur la nécessité pendant une insurrection « d'éteindre » puis de brûler les villes ?

Le ton de cette dernière phrase peut paraître sentencieux, presque à faire oublier que les logiques autoritaires en ce moment historique s'imposent parfois avec une facilité dérisoire.

Par exemple, la décision de l'UE de bloquer un nombre indéterminé de personnes désespérées à ses frontières, de mettre en place des check points, des camps de concentration et de confier la gestion des frontières à des armées privées et nationales, est d'une stricte actualité. Cela continuera à se produire irrémédiablement tant que les frontières du capital ne seront pas abattues manu ad ferrum, ce qui est tout autre que les balades anti-frontières de Brennero ou à Idomeni [communes frontalières italiennes].

Quand, et seulement si, la colère et l'air pur de la révolte régleront leurs comptes alors ce sera le moment pour que de nombreuses réflexions théoriques et les nombreuses solutions pratiques s'entrelacent pour exploser *urbi et orbi*.

**DE L'OCCUPATION DES PLACES AUX
CENTRES OCCUPÉS**

Disons-le directement le titre de cet écrit a pour objet la comparaison entre deux espaces : la place entendue littéralement comme un lieu central, ouvert ou partiellement délimité, dans une agglomération urbaine et « Le centre occupé », entendu une structure fermée, délimitée par des clôtures, murs, portes, un lieu où se déroulent des activités politiques, sociales et culturelles, opérant dans l'agglomération urbaine.

Ceci dit, je dois avouer que cet écrit contient une ambition spécifique et réponds précisément à cet instinct anarchiste d'être incurablement curieux, de vouloir obstinément comprendre la réalité qui nous entoure et les mutations en cours, de vouloir interrompre le débat politique que l'histoire de temps en temps nous présente, avec l'intention de démasquer le pouvoir et l'oppression quel que soit la bannière sous laquelle il se présente.

Bref, comme d'habitude, notre désir de dévier, d'opposer, de gâcher la fête partout où l'Autorité se manifeste avec ses masques et ses leurres.

Les places depuis des millénaires ont été conçues par la société humaine comme des espaces ouverts et convergents, des lieux en communs dans lesquels exercer la politique, la religion, le commerce et donc voulues et projetées comme « l'espace de rencontre par excellence » qui nourrit le besoin humain de coexistence sociale et politique et donc l'organisation des besoins.

L'élément humain, dans l'espace de la place, est contraint, par sa dimension à la rencontre, à observer, à se confronter, à relationner, à conspirer, à prendre le pouvoir, à s'opposer, et donc à rendre lisible ses actions et ses intentions.

La place donc est cet espace ouvert où les relations humaines ont ces qualités de visibilité, de clarté, de vérifiabilité.

Les villes, qu'elles furent petites ou grandes, dans l'implantation urbaine, ont toujours envisagé au cœur de la ville une place, un centre, un espace immense où toutes les classes sociales représentaient leur condition, la politique montrait son pouvoir et les autorités militaires et religieuses acquerraient une visibilité.

Pour faire court, c'est dans les places que le pouvoir s'est manifesté, il a été honoré et représenté.

C'est sur les places que les émeutes, les révolutions et les soulèvements populaires ont convergé.

C'est dans les places que l'opposition ou le pouvoir ont trouvé la mort sur le bûcher, sur l'échafaud, par la guillotine, ou le pelotons d'exécution.

Cet antique centre implanté primitivement s'est structuré au fil du temps, sans jamais changer sa fonction d'origine.

La place, toujours en tant qu'espace, a des caractéristiques vertueuses. Pour autant, même si elle a souvent été délimité par les palais de pouvoir, elle reste une zone ouverte, car c'est à cette endroit que toutes les routes convergent, qui à leur tour dessinent des frontières ouvertes à l'infini.

Mais laissons définitivement de côté les évidences ou peut-être même la banalité de ces notes, sortons du zoom sur cette très longue période et resserrons l'objectif sur nos expériences politiques, en mettant l'accent sur les quarante dernières années de l'histoire vécue, bien sûr à grands pas, avec l'intention de photographier les changements, s'il y en a eu, que ces deux espaces ont subi.

Il est indéniable que l'activité de notre participation politique des années soixante-dix à nos jours se soit principalement consommée sur les places.

Et cela ne pouvait en être autrement, la place à ce moment-là a connu ses plus belles époques. Les pires avaient eu lieu dans les tragiques aventures fascistes et nazies, qui avaient fait des places des sanctuaires de propagande et de cohésion idéologique et militaire.

Entre les deux guerres, tous les partis, organisations syndicales, organisations d'extrême gauche ou droite présentaient leur manifeste politique dans les places européennes et déclinaient par des actions violentes leur volonté de changement.

Sur les places on s'affrontait, on se comptait et on planifiait de nouveaux objectifs.

Même le mouvement étudiant avait ressenti comme primordial le besoin de briser les espaces clos du savoir ne voulant plus y être, et d'affluer dans les rues pour déverser son indignation, son opposition, représentant par sa présence physique sa propre révolution totale.

Tu partageais ton opposition, tous les jours, et par la diffusion de la presse alternative faisait la propagande de tes idées aux gens, à la société... et le monde se tenait toujours à portée de main, tous les jours, toutes les heures, pour t'écouter ou te contredire.

Combien de fois sur les places les principaux partis et organisations extra-parlementaires de gauche ont-ils tenté par la force des grèves générales de faire tomber les gouvernements ?

Combien de fois les syndicats ont-ils forcé les gouvernements à négocier, concéder et au capitaliste de donner une petite part du butin ?

Des milliers de tracts, de journaux et de brochures distribués.

L'« activité politique de militante⁷ » était absorbée presque entièrement dans les assemblées permanentes, dans les rues, dans les maisons et dans des espaces clos, parfois occupés et parfois expulsés, où l'on revenait faire le point de la situation, imprimer le prochain tract ou manifeste ou pour organiser encore un autre congrès national au cours duquel d'autres places voulaient confronter des expériences et des objectifs communs.

C'est encore dans la rue que les jeunes fascistes ont reçus les discours des nostalgiques de la période fasciste.

Combien de fois dans des événements en général nous nous sommes affrontés avec les fascistes, les marxistes, les syndicalistes et ouvertement nous avons marqué des différences, avec l'obstination de ne jamais répéter l'erreur historique du bout de route à faire en commun ?... Et seulement cela suffisait à nous faire nous sentir différents, divisés à juste titre et avec des projets sociaux génétiquement différents.

Alors que dans les espaces clos le pouvoir commençait à organiser la réaction, à planifier les massacres, dans d'autres espaces fermés naissaient des organisations de combat.

Il est utile de se rappeler en prémisses ce que nous avons fait, que les places non seulement représentaient les endroits où la confrontation du pouvoir et des alternatives a eu lieu de manière décisive, mais étaient aussi le lieu public qui a, à ce moment-là, fidèlement représenté la pagaille, la défaite, la retraite et le détournement de l'espace. C'est sur les places que la drogue a fait des ravages⁸ que la défaite des utopies révolutionnaires fut évidente. C'est dans les places vides que la camorra est revenue pour exercer son habituel pouvoir cynique.

Puis tout a changé soudainement. Pour des raisons de commodité et de références historiques, nous observons le début du changement après la chute du mur de Berlin.

Le bruit de ces pierres était assourdissant, l'effondrement des idéologies qui suivaient surtout pour les marxistes orthodoxes et fût dévastateur pour les crédules. L'ère post-idéologique avait commencé.

Un nouvel ordre se profila, lent, inexorable, implacable.

Un nouveau pouvoir qui ressentit le besoin premier d'affaiblir les espaces physiques, de se passer des planques, des microphones, des réunions syndicales et électorales, des prises de vues, des places représentatives.

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les nouvelles applications de la science et leur utilisation par le pouvoir créaient, comme par enchantement, de nouveaux espaces, espaces virtuels, de télévision, téléphoniques. Des peuples entiers, interconnectés dans la jungle des réseaux télématiques, se sont retrouvés à répondre à tous types de besoins, s'auto-congratulant d'opportunités magiques et sont devenus à jamais prisonniers dans un espace physiquement fermé.

L'espace physique de la place, qui, depuis des millénaires, représentait le pire et le meilleur des sociétés humaines, a été livré en peu de temps, définitivement, à l'histoire.

Par amour de la vérité, il est bon de répéter que ce discours s'expose à de grands sauts dans le temps et à une forte émotion.

Je sais bien que la rue jusqu'à il y a quelques années, ou je dirais il y a quelques mois, a essayé héroïquement de résister à sa négation en tant qu'espace politique de dissidence totale.

Nous arrivons donc à nos jours. Un triste destin attend aujourd'hui les glorieuses places européennes.

L'aménagement recherché par gentrification qui règne dans les centres historiques redessine les places et les transforme en des espaces esthétiques et fleuris, qui devront accueillir seulement l'art, des stands d'artisanat, de la musique, de la peinture et seront bien propres, vides, visitées par les touristes assoiffés de l'art, des personnes qui circulent, contrôlées, militarisées pour toujours.

C'est à ce moment précis de l'histoire que l'occupation des centres sociaux en Italie et en Europe est devenue une pratique assez fréquente parmi les mouvements politiques antagonistes qui sont encore résistants.

Ainsi, l'activité politique des opposants est comme si elle s'était « spontanément » déplacée par volonté propre depuis les espaces ouverts vidés par le changement jusqu'aux espaces clos.

Le dissensus politique publique est comme s'il avait ressenti ou subi une expulsion.

À Naples, ces dernières années, les organisations politiques ont connu une véritable épidémie d'occupations de bâtiments publics par des organisations politiques de toutes les tendances et de toutes les nuances.

Souvent, ces mêmes occupants, avec une abondance d'espace, du jamais vu dans l'histoire napolitaine, organisent une véritable transhumance entre un centre et un autre pâtrement joyeusement ensemble et partageant la même pelouse politique.

Mais pourquoi tant de méfiance envers ces nouvelles prépositions de l'activité politique ?

Le mienne n'est pas une pure prévention ou un désir insensé de chier dessus sans discernement.

Rien de tout cela, ma critique concernant l'occupation de ces centres sociaux repose entièrement sur les mots utilisés, dans cette expérience politique, de manière inappropriée.

Je m'explique mieux point par point :

- L'occupation de ces espaces, comme nous le savons, est bien tolérée par l'administration municipale de De Magistris [ancien magistrat et maire de Naples depuis 2011] ; par conséquent, aucune expulsion, aucun flic, aucune violation de la propriété privée ;

- Le propriétaire, dans ce cas le domaine public ; accorde, tolère, à des fins non avouées et sans préparation d'actes administratifs de concession ou de prêt d'usage, que ses espaces soient envahis pour des raisons politiques, culturelles, artistiques ;

- Sa concession, sa tolérance a pour but le consentement et le contrôle d'une horde de jeunes dissidents, le juge et maire les appelle souvent des espaces libres ou des lieux de participation démocratique aux affaires publiques ;

- Si un propriétaire donne son accord, les occupants des espaces ne déploient pas l'action par une violation de la propriété privée et ne sont donc plus des occupants mais plutôt de simples bénéficiaires de la concession manifeste du pouvoir en place ;

- Il est bon de rappeler que la police et les organes de contrôle de ces « occupations » ont été largement facilités dans leur fonction de contrôle et la gestion de la sécurité publique. Contrôler les places était leur chemin de croix depuis des siècles mais contrôler un espace bien défini, identifier les têtes brûlées, est une véritable aubaine dans le but de possibles répressions ou de simples identifications.

Voilà, toute la différence, comme vous pouvez le voir, est juste une question de significations appropriées à donner aux choses faites et donc simplement prendre conscience de ce qu'elles sont réellement, déduction faite des bonnes intentions.

D'un autre côté, aucun processus révolutionnaire n'est jamais passé préalablement par la participation démocratique, la collaboration, l'encadrement par les puissants en place et pour s'exprimer ensuite dans les rues et par la révolte.

Il n'y a pas de moment historique dont je me souviens qui ait ces caractéristiques.

En conclusion, dans ces espaces fermés de la pacification politique napolitaine, nous savons surtout qu'art, théâtre, musique, école, cantine, crèches et réunions politiques se déroulent autour de divers sujets.

Les dissidents post-idéologiques volontairement éloignés des places gentrifiées font donc d'excellents et très nobles entraîneurs d'acteurs, saltimbanques, musiciens, politiciens, éducateurs, sauveteurs, restaurateurs. Il y en a pour tous les goûts, tandis que le reste du monde en dehors de ces espaces fermés continue de vriller. Les riches sont toujours plus riches, les pauvres s'appauvrissent, l'exploitation de la main-d'œuvre est revenue aux niveaux des années 50, voire pire, avec l'approbation des organisations syndicales.

Il y aurait mille raisons de revenir occuper les places, mais l'histoire pour l'instant dans ce petit coin du monde est bloquée sur cette piste morte.

En ce moment historique, et nous pouvons le dire avec certitude, le pouvoir à Naples, qui n'a plus ce vieux besoin de représenter et de se confronter sur les places, n'a jamais été aussi fort, alors que les dissidents résiduels n'ont jamais été aussi à côté de la plaque.

PAS APRÈS PAS

Le processus de restructuration socio-urbain du centre historique de Naples a subi un premier élan au début des années 90. L'objectif était et reste celui de mettre la ville aux normes européennes, qui prévoient l'éloignement des catégories de populations les plus marginales des centres historiques vers les banlieues constituées en grande partie de quartiers d'ortoirs. Les pauvres, les immigrés et les personnes marginalisées constituent un obstacle à la création d'une ville vitrine qui attire les touristes, et donc l'argent, et qui devient le siège des bureaux, des entreprises, etc. En somme un lieu vidé de tout héritage historique et culturel préexistant, un lieu hautement surveillé et militarisé où le capital peut proliférer et s'étendre avec le moins d'obstacles possible.

À Naples cette transformation se produit beaucoup plus lentement que dans le reste de l'Italie et de l'Europe en raison de la forte implication des organisations criminelles sur le territoire de la ville et de la présence massive de cette marginalité sociale qui vit à la limite, parfois abondamment dépassée, de la légalité, mais son chemin semble inexorable.

Les années cruciales au cours desquelles le chemin vers une « gentrification » massive a pris une tournure décisive ont été 1993 et 1994.

La première a vu l'élection en tant que maire de Naples d'Antonio Bassolino, qui, en pleine période de l'opération « Mains propres » représentait l'homme du changement, celui qui « pas à pas », donnerait une nouvelle vie à la soi-disant « renaissance napolitaine. » La seconde était l'année du fameux G7.

Le programme du maire à l'époque était principalement basé sur la requalification du centre historique, avec toutes ses conséquences néfastes, elle fut notamment possible grâce aux financements, dispersés ici et là, que le gouvernement d'alors avait prévu pour l'organisation de la réunion internationale des « 7 Grands de ce monde ».

Les places redeviendraient d'antiques splendeurs délivrées des voitures et des vendeurs ambulants, les bâtiments historiques seraient restaurés, le système de transports en commun réorganisé et renforcé et les rues envahies par tous types d'uniformes pour le maintien de l'ordre imposé par le capital. Cette année-là, ont été posées les bases du projet qui aurait fait de Naples une destination pour des hordes de touristes attirés par les beautés du lieu, ce qui, au fil des ans, aura radicalement changé la structure sociale et culturelle de la ville.

L'objectif a été pleinement atteint ; aujourd'hui nous nous retrouvons dans une situation où des bâtiments entiers sont utilisés comme « Bed and Breakfast » au détriment de ceux qui cherchent un hébergement à un prix décent, où les petites boutiques de toutes sortes disparaissent remplacées par des supermarchés, bars, pizzerias, fast-food, pâtisseries, glaciers, restaurants, tous les endroits où le touriste peut satisfaire l'un de ses principaux besoins primaires : se goinfrer. Là où des centaines de caméras contrôlent même les endroits les plus reculés de tous les quartiers de la ville. Là où des milliers de touristes « pâturent » dans les rues de la ville empêchant les autochtones de se déplacer même à pied, où la présence des forces de l'ordre a augmenté de façon exponentielle, comprenant une présence massive de militaires armés jusqu'aux dents, postés aux endroits considérés comme des points clés. Et là où les services publics (transport, santé, etc.) ont retrouvé le niveau cauchemardesque des années soixante-dix.

Il va sans dire que l'augmentation des loyers, l'inconfort généralisé, les espaces sociaux toujours plus étroits et plus militarisés éloigneront un nombre considérable de personnes du centre-ville. Il semble évident que plus que dans une ville vitrine nous vivons, ou peut-être serait-il plus juste de dire survivons, dans un endroit qui ressemble de manière impressionnante à dans une prison de sécurité maximale, dans un lieu stérile et vide où toute expression sociale, politique non conforme aux exigences du pouvoir est entravée et réprimée avec force.

Dans ce contexte de transformation progressive s'intègrent, et ont joué un rôle prépondérant dans presque la totalité des villes italiennes, toutes les associations culturelles, artistiques et même politiques qui représentent une véritable avant-garde en matière de requalification, que dans un sens, l'auteur de ces lignes retient comme autoritaire, des quartiers dégradés, des zones, principalement centrales, vétustes. En somme, de tous ces lieux qui ne produisent pas de profit et où l'ordre établi ne prend guère racine. On commence par le micro pour arriver au macro : on ouvre un bar alternatif auquel bientôt d'autres dizaines s'ajouteront, on organise des visites guidées dans des lieux d'intérêt culturel locaux, on invite quelque artiste plus ou moins célèbre pour donner une note de couleur à un endroit autrement considéré comme miteux, on nettoie quelques parcs, on demande d'installer quelques nouveaux lampadaires et les jeux sont faits. Sous prétexte d'éviter la dégradation et l'abandon une autre tranche de la ville est soumise à une logique de contrôle et d'exploitation économique.

Il est évident que la réalisation de ce résultat ait été possible grâce aussi et surtout à une pacification sociale difficile et laborieuse qui ne peut logiquement survenir uniquement « manu militari ». Qui détient le pouvoir a compris que nous devons impliquer les « forces sociales », « l'âme propre » de la société dans la gestion des affaires publiques, ou du moins faire semblant de le faire, pour avoir le champ libre dans ses décisions (avec l'appareil criminel, un simple accord sous la table suffit).

Depuis plus de vingt ans, les administrations municipales ont effectué un travail lent mais inexorable dans ce sens. Le mot clé est : récupération. Pas seulement urbaine, mais surtout sociale.

Tout changement, évident ou non, de la société dans un sens autoritaire, se déroule parallèlement à la transformation socioculturelle des citoyens inclus dans les processus économiques et productifs. Là où n'arrive pas, l'ignorance, la religion, la misère, vient la politique : celle avec le P majuscule. La citoyenneté active, la démocratie participative, la prise de décision par le bas sont le cheval de bataille qu'un pouvoir, auto-défini « éclairé », utilise comme vaseline pour faire passer des mesures qui limitent de plus en plus d'espaces d'action politique.

Le citoyen moyen se sent inclus et acteur principal dans les mécanismes décisionnels qui régissent le vivre ensemble et, pour cette raison, devient lui-même contrôleur et répresser de tout comportement qui dépasse les règles qu'il pense avoir contribué à mettre en place.

Des concepts comme la conflictualité, la rébellion, l'opposition radicale au pouvoir ont été presque complètement éliminés ou, du moins, complètement dilués par la société.

Les révolutionnaires d'antan se présentent aujourd'hui comme une partie intégrante des processus de prise de décisions politiques. Le pouvoir n'est plus perçu comme ennemi, comme quelque chose dont nous devons nous défendre ou contre lequel nous devons nous battre. Aujourd'hui, il est considéré comme l'interlocuteur privilégié pour la gestion de la chose publique. On ne mène plus d'assaut contre le palais en hiver, maintenant on frappe poliment à sa porte. La collaboration et la supposée participation active sont considérées comme des instruments de lutte politique, non plus en termes de transformation radicale de la société, mais dans un sens amélioratif-réformiste de celle-ci. Tout cela sans remettre en cause l'existence de l'appareil politique d'État.

Aujourd'hui on fait activement campagne électorale, on se présente aux élections des conseils municipaux (quelqu'un y est même arrivé¹⁰), on devient collaborateur du conseiller municipal en place et en même temps on joue le rôle d'un pompier dans le contexte des luttes (peu en vérité) dites populaires.

Quand on n'arrive pas à entrer directement dans les organes vitaux du pouvoir, la stratégie de l'organisation par le bas est mise en œuvre. Consultations, associations, assemblées citoyennes des zones dites libérées (c'est à dire liées de manière plus ou moins officieuse à l'actuel maire de la ville De Magistris) s'octroient le rôle moteur et un contact privilégié pour porter à l'attention de la classe politique toutes ces instances qui croient pouvoir transformer une « fausse » démocratie vers une démocratie réelle et directement dans les mains des citoyens.

Pour rendre ce concept encore plus clair, nous rapportons une partie d'un tract distribué à mi-mars, à l'occasion d'une assemblée citoyenne où il est clairement écrit : « Nous sommes en période électorale : les promesses ne sont pas tenues et les mots perdent leur sens. Pour cette raison, à une époque où beaucoup parlent de participation, nous lançons un défi à tous et à toutes, de rompre avec cette fausse démocratie et d'en construire une nouvelle, vraie et radicale, à travers de véritables mécanismes d'implication des habitants des territoires. Ne pas remplacer l'institution mais l'envahir par des processus participatifs et collectifs ...

En juin, il y aura des élections municipales et toute cette machination n'est rien d'autre qu'une campagne électorale en faveur de l'actuel maire De Magistris, qui revendique le titre de révolutionnaire attentif aux exigences sociales de ses sujets. Ce n'est pas un hasard si les derniers sondages lui donnent un net avantage sur ses adversaires « anachroniques ».

Pour de piètres et misérables calculs politiques, des années de lutte ont été bradées dans le but de créer des marges de manœuvre dans un cadre institutionnel rassurant. Une nouvelle classe politique a fait surface formée de militants bonimenteurs, qui donneront un nouveau visage à celui défiguré et détesté des classes dirigeantes actuelles. Ils seront nos prochains ennemis.

Inutile d'en ajouter plus ...

**LA MORT DE LA LIBERTÉ ET DE LA
VICTOIR DU COMPROMIS**

Sous la menace constante d'une imminente guerre totale, la tromperie de la démocratie, la plus sournoise des souverainetés, avance dans les cages où elle nous tient prisonniers : les villes.

De la même manière que les anciens empereurs ont légitimé leur domination sur la base de la désignation divine, la domination actuelle la légitime sur la désignation populaire : le vote, l'apparence de la liberté dans la possibilité de choisir. Mais « la liberté n'est pas telle si elle provient d'une concession d'autrui ». Choisir le souverain n'élimine pas les maîtres ou les esclaves et embellir ses propres prisons, alléger sa propre oppression ne fait que conforter l'illusion.

L'autorité à un moment donné a compris qu'en relâchant les chaînes, les sujets auraient pu penser qu'ils n'en avaient plus du tout. Appeler l'esclave « citoyen », assimiler la loi à la justice, nommer les armées d'invasisseurs « porteur de paix » a été la révolution du langage qui a accompagné l'évolution du régime. Et plus la domination devient « vivable », plus la conscience de l'oppression s'estompe.

Toute forme de rébellion peut être contenue tactiquement par la répression, justifiée par le maintien de la sécurité et de l'ordre social, ou absorbée. C'est ce qui se passe aujourd'hui : quand le pouvoir comprend qu'autoriser la protestation est plus utile que de la freiner et que ceux qui s'opposent acceptent ce compromis, alors toute tension redescend et la société peut se dire pacifiée.

D'un point de vue social et culturel, cette pacification est soutenue par la capacité du système économique, le système capitaliste qui nourrit « notre » démocratie, satisfaisant les besoins et les exigences de manière diffuse, plus qu'à toute autre époque. Une société faite de la même substance que le capital, où l'identité socioculturelle n'est pas déconnectée de l'identité économique. Une société qui absorbe toute nouvelle instance et qui permet ainsi à quiconque d'y participer d'une manière ou d'une autre, générant un sentiment d'appartenance généralisé, un aspect typique des sociétés totalitaires. De cette façon, toute personne est en mesure d'entrer et de trouver sa place dans la grande machine économique qui l'alimente, admettant n'importe quoi du moment que cela reste dans le statu quo, ce qui donne le droit et la possibilité à chacun de s'exprimer, de choisir sur tout aspect insignifiant [ou pas] de la vie : comment vivre, comment s'habiller, comment et qui aimer etc.

On peut choisir son identité sociale tout comme on peut choisir quels biscuits acheter au supermarché. Même l'opposition est intégrée, comme le montre son institutionnalisation progressive. Tu peux décider d'être un rebelle comme tu peux décider de devenir médecin. Il suffit de fréquenter les « universités de lutte » mises à disposition par les mouvements. Les soi-disant contre-cultures sont emblématiques en ce sens, car elles représentent les expressions de groupes dont les valeurs et les modèles culturels et comportementaux sont différents ou opposés à ceux du paradigme dominant. Dans le modèle social actuel, ce contraste est purement formel, si bien que si les discours que ces mouvements revendiquent sont antisystème, les voies et moyens par lesquels ils sont affirmés ne le sont pas du tout. En réalité au final, tout ce que l'on peut réaliser est de permettre même à ceux qui historiquement, pourraient rester exclus ou marginalisés de s'intégrer. En fait, les expressions de la contre-culture traversent les modes, les styles de vie, la musique et l'art en général et, lorsque l'alternative devient une mode, on peut aussi dire qu'elle est complètement insérée.

L'Europe est la réalisation de ce nouveau paradigme politique, économique social et culturel. La concrétisation de la fausse liberté modelée sur le modèle américain. Les États membres renforcent désormais leur cohésion pour affronter ensemble les menaces de l'orient. Mais l'Europe n'a pas peur ! Les citoyens continueront toujours plus forts leurs activités normales après Paris et Bruxelles ! L'Europe va de l'avant ! Et pendant ce temps, au son de ces cloches, les nations s'unissent, les langues se mélangent, les couleurs se superposent en formant un grand et fier drapeau bleu ; chaque Pays une étoile qui brille dessus. Tous les États, toutes les régions et toutes les villes se conforment au nouveau prototype européen. La culture du voyage, de l'Erasmus, du tourisme culturel se répand pour que tout fonctionne au mieux, de sorte qu'il y ait de plus en plus de lieux à visiter, pour que chacun ait sa propre ville symbolique, pour que chaque lieu devienne une petite Europe. Un projet totalitaire, uniformisant, mais qui contient en soi les particularités de chaque territoire jusqu'au plus insignifiant. Aucun exclu.

Comme toutes les grandes villes européennes, Naples se remplit de militaires depuis quelques mois, comme s'il n'y en avait pas assez, arrivés en masse et prêt à affronter l'énième urgence. Après celle des déchets et celle de la camorra, nous sommes maintenant confrontés à la menace du terrorisme islamique. On s'appuie sur la peur ancestrale du massacre, poussant la population dans les griffes de l'État et l'accompagnant pour accepter favorablement sa police. Mais en même temps, les rues sont colorées, les places se transforment, les quartiers

traditionnellement populaires deviennent touristiques. Les petites boutiques poussent comme des champignons prêts à vendre un morceau de Naples emballée comme on souhaite la présenter, pleine de stéréotypes.

Aux yeux des spectateurs on veut montrer une ville changée, prête à entrer en Europe avec toutes les autres. On marginalise toute personnalité qui peut gâcher cette vision, on met en avant la création des nouvelles benches pour le recyclage, parce que Naples ne sent plus mauvais maintenant, parce que la camorra a bien autre chose à faire en dehors du centre, parce que dans les nouvelles rues illuminées et vidéosurveillées on peut garder en poche son porte-monnaie et des artistes de tous horizons, décorent et enrichissent les rues avec leurs sonates, donnent vie aux ruelles, organisent des banquets et des expositions, sans crainte d'être pourchassés par les flics. Tout est conforme au nouveau système qui est imposé non pas par la violence, mais avec la participation heureuse de tous ceux qui veulent améliorer leur prison.

De nouvelles formes de consumérisme plus équitable et solidaire se développent. On achète dans les rues et dépense dans les magasins bio, dans l'artisanat, on s'amuse dans les soirées des lieux libérés qui rassurent l'esprit, anesthésiant les consciences avec leurs musiques et permettant la diffusion des drogues plus vivaces, appelant leur fête une lutte. La contre-culture devient une culture dominante, la mode est la non-conformité. Le fait de porter un T-shirt avec un imprimé particulier donne à chacun la chance d'être un rebelle sans jamais lever le petit doigt. Le tout exploitant les nouvelles préoccupations autour du pacifisme, de l'écologie, de la protection des animaux, etc... qui sont prises pour des philosophies antagonistes, mais qui ne sont autres que de nouvelles idées de capital proposées dans des affiches d'opposition tout comme dans les publicités du régime.

Les occupations concédées par le pouvoir, les lieux de rencontre de ces nouveaux révolutionnaires, sont de nouveaux lieux d'aliénation. Il n'est même plus nécessaire pour la domination de se préoccuper, comme les anciens empereurs de Rome, de construire des théâtres et d'organiser des spectacles, ils y pensent eux à satisfaire les exigences de ceux qui ne peuvent se permettre les spectacles de la bourgeoisie. C'est ainsi que les forces d'opposition traditionnelles tombent dans le jeu de la domination et du capital. Et luttent pour de nouvelles concessions.

En somme non plus pour sortir du système, mais pour avoir une meilleure position en son sein. « Plus d'écoles, plus de travail, plus de services », tels sont les slogans, en somme, plus d'institutions. Et grâce à la technologie et aux nouveaux moyens de communication, tout peut encore mieux circuler. Tout devient spectaculaire et même les actions tombent dans cette dynamique : l'efficacité réelle d'une action n'a plus d'importance, tout ce qui compte, c'est sa grandeur et sa circulation. L'action est réduite au phénomène médiatique avec tout le reste. La vie même des personnes est réduite au spectacle. C'est aussi la logique des mouvements qui font un concours entre ceux qui organisent plus d'événements, et ceux qui collectent le plus de clients. Parmi eux, il y a les autoritaires, qui veulent laisser les institutions intactes et les repeindre d'une autre couleur et les citoyennistes qui travaillent avec les institutions et demandent simplement à participer à l'organisation¹¹. Les deux, réformistes, tentent d'améliorer la situation actuelle sans une relation vraiment conflictuelle avec l'existant.

C'est pour ces raisons que je trouve surnoise la domination de la démocratie, encore plus totalisante car elle réussit à absorber en elle-même les forces traditionnellement antisystèmes, et qui maintenant sont elles-mêmes non seulement insérées mais fonctionnelles. Des forces enfermées dans de nombreux petits espaces où le pouvoir leur permet un petit aperçu de la liberté vers laquelle elles devraient tendre.

La mort de la liberté est la victoire du compromis.

OUH REGARDE LES SCUGNIZZI 12

La gentrification peut être considérée comme l'un de ces processus évolutifs sociaux qui portent à la transformation des villes. Transformations que les villes ont toujours connues et subies. La ligne directrice de ces changements radicaux, à long terme, est le capitalisme avec ses exigences et ses moyens de production. Imaginons comment les villes se sont transformées après les révolutions industrielles ou après les grands bétonnages des années 50 et 60. Si nous parlons de gentrification cependant nous devons souligner certaines lignes de force et certaines particularités. On ne parle pas des nouveaux bâtiments qui hébergent un nombre croissant d'ouvriers, ni des démolitions de routes pour en faire d'autres plus conformes au pouvoir en place, on parle de parties de la ville qui deviennent des secteurs productifs, qui ne vendent pas de marchandises, mais plutôt du baratin. C'est l'usage de la ville qui est vendu. De toute évidence, tout ce composant humain, et ce qui en découle, qui ne peut être récupéré qu'à des fins utilitaristes n'a pas de raisons d'exister à la limite. En fait la réorganisation dont nous parlons s'inscrit dans un cadre plus large et beaucoup plus vieux qui imagine la ville dans son intégralité divisée en macro domaines auxquels différentes fonctions sont assignées : quartiers dortoirs sûrs où les travailleurs peuvent dormir sur leurs deux oreilles dans leurs inestimables propriétés fruit de leur exploitation et de leur imbécillité, quartiers ghettos où l'on peut se tirer l'un sur l'autre de toute façon ça en fera un de moins, centres résidentiels hyper protégés, centres administratifs et enfin, les lieux vitrines où les beautés de la ville sont exposées, les lieux qui deviennent l'image symbolique de la ville et représentent son identité. Nous parlons de ces derniers, lieux où sont offerts les services tels que la sécurité, la propreté, le divertissement, la vie nocturne, les traditions, le folklore et le savoir. Lieux et concepts propres à éponger le nombre toujours croissant de touristes/anthropologues.

En ce qui concerne la requalification du territoire urbain, Naples a démontré être très efficace et a très bien su s'adapter à la modernité exaltée qui traverse les grandes villes européennes depuis environ une vingtaine d'années. L'actuel maire de Naples De Magistris, a bien su pagayer dans cette direction. Il a clôturé des chantiers ouverts depuis des années, il a créé des zones « libérées » à savoir des zones devenues des îlots piétons interdites à la circulation urbaine, a recréé un usage normal et habituel des rues citadines conforme à celles d'une ville dite civile. Au départ ces choix politiques ont donné l'impression d'être impopulaires, en fait il n'était pas rare d'assister à de timides protestations, poussées par on ne sait quel comité, contre le régime ZTL13 qui causerait du tort à certains commerçants et entrepreneurs. Cette impasse était facilement dépassée car la ZTL (oui, c'est chiant, mais c'est facilement contournable et surmontable dans presque tous les cas) n'est probablement autre qu'un projet à long terme qui ne pose que les bases d'une conception différente de la rue, des magasins et des routes. Les rues du centre ne sont plus considérées uniquement comme des itinéraires à parcourir d'un seul endroit à l'autre, mais deviennent la tribune des spectateurs qui veulent profiter jusqu'au bout de ce que la ville a à offrir. Conception à laquelle la vie commerciale du centre s'est adaptée immédiatement en oubliant les protestations mentionnées ci-dessus. Il suffit de faire un tour pour voir comment certaines rues du centre historique de Naples ressemblent à une carte postale plus qu'à un lieu de vie. Les éléments qui composent le caractère unique d'un lieu sont examinés, disséqués, exagérés, sélectionnés et rendus commercialisables pour être vendus au client, ou plutôt aux milliers de clients, de service. Si nous voulons aller aux extrêmes, nous trouvons d'un côté des tables et des étals envahissant les rues et les places les rendant belles et festives, de l'autre on trouve la police de la ville qui fait le nettoyage ethnique et culturel des places près de la gare et ailleurs, parce que les gitans c'est pas typique [de Naples], ils fichent les voituriers non autorisés car chaque activité doit être de manière apparente sous l'égide de la légalité. D'un côté, les routes et les rues transformés en casernes et où l'on patrouille contre les camorristi, les voleurs, les violeurs, les pédophiles, de l'autre, les mêmes rues sont d'évidentes places de trafic de drogue car les drogues peuvent aussi être tolérées si elles servent à se divertir ou à s'abrutir ou à devenir un élément d'originalité pour cette horde de gens qui ne veulent rien faire d'autre que passer une soirée dans la joie.

Le processus de gentrification, dont les opérations cosmétiques urbaines décrites ci-dessus ne sont qu'un aspect, a certainement besoin d'un support culturel adapté pour soutenir de tels changements. En d'autres termes, il a besoin d'une société pacifiée. Si je disais maintenant que Naples est une ville pacifiée je mentirais, mais nous ne pouvons pas ignorer comment la ville change sous nos yeux et quelles mesures ont été prises pour cet anéantissement mental et critique qui va de pair avec la pacification.

Le maire a fait des pas de géant pour rapprocher les institutions du prétendu peuple, ou à une partie de celui-ci. D'autre part, la démocratie participative et « par le bas », est l'un des concepts magiques de la politique actuelle, du parlement jusqu'à la petite ville de la province de Cosenza. Sur ce chemin il n'est pas rare de voir la présence et la participation de certaines composantes politiques qui se définissent comme adverses et antagonistes au statu quo de ce monde. À l'heure actuelle dire que ces réalités travaillent pour la récupération de chaque conflit social, serait un euphémisme dans la mesure où ce sont de vraies émanations des institutions et elles fonctionnent comme telles. C'est pourquoi, elles travaillent dans le sens de la pacification et de l'acceptation totale des règles qui nous sont imposées créant ainsi cette approche idéale, de participation et relation de confiance entre le citoyen moyen insatisfait du monde où il habite qui veut l'améliorer, et qui détient les rênes du pouvoir citoyen. Les différentes assemblées de quartier et la *Camera popolare del lavoro*¹⁴ ne sont que des exemples flagrants de tout cela, des outils pour être un intermédiaire et connaître le mécanisme du pouvoir, dialoguer avec lui et lui faire confiance. Ce n'est pas un hasard si la *Camera popolare del lavoro* pour résoudre les problèmes qu'elle estime urgents, utilise les outils fournis par l'état, entre autres délégation et délation, d'ailleurs elle s'en vante même.

De mon point de vue, il n'est pas intéressant de comprendre si la ville change économiquement en mieux ou en pire. Je ne suis ni travailleur ni investisseur et je n'aspire pas à le devenir. Je ne suis pas même un nostalgique des temps passés, c'est l'aversion à l'autorité qui me fait regarder et analyser les changements, le consentement tacite de la société dans laquelle je suis tombé.

Souvent, et de manière volontaire, certains changements dit historiques ont lieu avec des proportions beaucoup plus grandes que nos forces au point de paraître inévitables. Il y a des bouleversements économiques qui tombent sur nous sans que nous nous en rendions compte, les gens avec leurs besoins changent de génération en génération et le capital s'adapte. Et vice versa, le capitalisme change de visage et la société s'adapte. Mais la vie de chacun dépend de choix précis et de prises de position. Il y a ceux qui imposent et ceux qui acceptent. Il y a ceux qui nourrissent des doutes envers ce monde et ceux qui veulent se faire une place à l'intérieur ou, pour les utiliser les mots d'un dépliant, « s'affirmer socialement ».

JE SUIS UN MEC DE LA RUE 15

Le 2 octobre 2014 a commencé la carrière du maire de la rue de Luigi De Magistris que tout le monde peut suivre avec une grande passion et autant de fierté sur son blog. Tout ça commence lorsqu'il a été relevé de ses fonctions de maire, sa suspension lui a été délivrée suite à une accusation d'abus de pouvoir, en relation avec des actes commis au cours de l'enquête Why Not. Plus précisément, il était accusé d'avoir acquis des relevés téléphoniques de certains parlementaires, sans avoir demandé l'autorisation préalable à la chambre de ces derniers. De Magistris après avoir subi cet outrage déclare : « Si je n'avais pas été suspendu, j'aurais prononcé un discours politique condamnant les prêts usuraires que les banques centrales européennes mettent en œuvre vis-à-vis des citoyens. Moi et tout l'exécutif travaillons ensemble, en contact étroit, nous vous consulterons sur tout. Je pouvais choisir la désobéissance civile, en refusant de signer la suspension parce que je n'ai pas reconnu l'acte. Au lieu de cela je l'ai reçu et j'ai signé parce que je veux continuer à avoir confiance en les Institutions. »

En tant que « mec de la rue », il n'hésite pas à participer chaque jour à des événements qui ont lieu dans « sa » ville bien-aimée. Des événements qui ne font que nourrir sa soif de votes, étant donné qu'il ne reste que quelques mois avant les élections. Il est important qu'il soit présent partout pour pouvoir faire en sorte que sa part d'électeurs devienne dès que possible un gâteau entier. À présent, c'est presque un cauchemar. Dimanche dernier, je me promenais dans une rue étroite du centre historique et le voilà ; le lundi suivant je suis allé au musée de l'anatomie humaine et je l'ai presque vu, lui aussi était là-bas. Je ne pouvais pas m'empêcher de me demander, mais il a vraiment la capacité de s'intégrer à n'importe quel événement ? Eh bien oui, en plus d'éplucher son blog et de lire sa présence partout, j'avais déjà entendu parler auparavant de sa présence occasionnelle à l'ancien OPG *Je so' pazzo* et à certains événements. Ah, mais alors là c'est du sérieux, pour de vrai *Giggin a 'manett* [aux commandes] est devenu *Giggin o 'uaglione e miezz a via*. [Le gars de la rue]

Mais revenons en arrière : sa carrière a commencé avec le surnom de *Giggin a 'manett* par rapport à son activité antérieure de magistrat, et à ce titre il n'a pas hésité à garder Luigi Sementa dans le rôle de commandant de police Municipal. Ce dernier ne doit pas être oublié en raison de son activité constante d'opposition à l'illégalité, ayant concentré ses délires de grandeur et d'omnipotence dans la lutte contre l'activité illégale des vendeurs à la sauvette et des voituriers. En outre, rappelons-nous de l'opération de la police municipale dans les camps de Roms de Naples, avec des saisies et des perquisitions en février 2012, alors que le mois suivant, ces Rambos-urbains se sont concentrés sur l'expulsion du marché multiethnique. Tout à coup Sementa se retrouve licencié et De Magistris a déclaré plus tard : « nous avons décidé de le licencier pour des raisons budgétaires, lorsque de toute façon, l'idée avait désormais mûri qu'il incarnait une idée de sécurité et de contrôle du territoire très lointaine de celle qui anime cette administration, qui n'apprécie pas les attitudes musclées tout comme la gifle donnée à un citoyen, ainsi que la militarisation des espaces public et la répression de la marginalisation et les catégories les plus démunies. » Comment expliquer ce revirement soudain ? Rien de plus simple, il s'agit toujours de vulgaires manœuvres politiques, c'est lui-même qui se mesure à son adversaire Lettieri, pour savoir qui installera encore plus de systèmes de vidéosurveillance le long des rues. Ne s'agit-il donc pas toujours de manœuvres de répression et de contrôle des espaces publics ?

Une carrière fluctuante et pleine de défis qu'est celle de De Magistris. De la mise en œuvre d'un projet démarré avec la junte précédente, qui prévoyait la transformation de l'Agence des Ressources Hydrauliques de Naples (A.R.I.N.) de S.P.A. [Société d'actionnaire] à Eau Bien Commun (A.B.C.) une entité juridique de droit public, qui se retrouve aujourd'hui dépourvue des conditions légales pour exercer sa fonction, à la diffusion sur le territoire napolitain, en particulier dans le centre historique, du tri sélectif des déchets à domicile. De la piétonisation du bord de mer à l'introduction du Z.T.L. dans certaines zones de Naples.

Les changements les plus évidents ont eu lieu dès 2014, quand il décida de se mettre toujours plus en relation avec ses citoyens. Mais pourquoi selon vous ? C'est assez évident, « notre » cher mec de la rue a besoin du consentement de ceux qui ont voté pour lui lors du précédent mandat, de toute la gauche bienséante Napolitaine et il a aussi de plus en plus besoin du consentement de tous ceux qui pour des raisons sociales ou culturelles, n'appartiennent pas à la classe sociale de la gauche bienséante. Il a besoin de la légitimité populaire, et où les gens sont présents il l'est aussi, se maintenant toujours en équilibre entre ce qui plaît à la partie bienséante de Naples et à l'inverse à ceux qui vivent vraiment la rue. Il a également besoin des votes pour continuer à asseoir son pouvoir sur les nombreuses transformations qui ont lieu dans cette ville. En fait, à la question à quel

point la ville de Naples a changé depuis De Magistris a été élu, il suffit de répondre en mettant en évidence les changements qui se sont produits, pour le pire et pas pour le meilleur, dans le centre historique.

La ZTL, les militaires avec leurs bases fixes dans plusieurs places napolitaines ont augmenté, plus de forces de l'ordre dans la rue, plus de systèmes de vidéosurveillance et ainsi de suite suivant cette voie, ce sont des changements plus qu'évidents et malheureusement ceux qui ont l'intention de vivre d'une certaine manière ne peuvent s'empêcher de les remarquer et de les mépriser. C'est précisément à novembre 2014 que remonte la mise en place d'une mesure prévoyant des amendes allant jusqu'à 500 euros pour ceux qui sont surpris à fouiller dans les poubelles. Des mesures visant à transformer le centre historique de Naples en une véritable vitrine pour les touristes, où l'on ne voit pas la pauvreté et la misère le long des rues, mais seulement l'envie de s'y précipiter, ce que les boutiques offriront à l'irrésistible envie de s'amuser au touriste de service. En effet, les touristes sont là et en nombre.

Tout ce concept de légalité généralisée ne nous plait pas. Nous n'aimons pas cela parce que nous n'aimons pas être contrôlés 24 heures sur 24 et surtout parce que la présence des forces de l'ordre n'a jamais inspiré un sentiment de sécurité, au contraire. La présence même de soldats armés ne fait que nous renvoyer les pensées d'un État en guerre. Toutes les situations vécues par nos grands-parents et, bien qu'il ne soit passé tant d'années, c'est accepté passivement par les citoyens aujourd'hui, convaincus de faire face à de plus grandes formes de sécurité pour lutter contre le terrorisme ; alors que cela ne cache rien d'autre que des formes de contrôle social.

En plus des citoyens qui continuent à accepter passivement tous ces changements, il y a également ceux qui se considèrent et se définissent comme alternatifs et font partie des mouvements napolitains.

À vrai dire, nombre d'entre eux sont les premiers à exiger une plus grande légalité et sécurité dans les rues. Comment est-ce arrivé ? De Magistris a fortement marqué les transformations qui se sont produites dans la ville, à la fois comme espace physique et comme espace social, et les mouvements et les associations n'ont fait que s'aligner.

Combat pour les droits civils des couples homosexuels ; participation aux premiers rangs manifestations ; présence dans certains lieux « libérés » de Naples, où les mouvements qui en font partie mènent des activités de récupération sociale, toujours bienvenues et appréciées par les institutions ; citoyenneté d'honneur à Öcalan ; opposition à la transformation de Bagnoli [un quartier de Naples] et aux spéculations de Renzi ; prise de position contre le forage ; inauguration d'un nouveau centre pour les immigrés, si cela ne porte pas atteinte à l'image de la ville toutefois, et rejet de l'armée [mais...] davantage de forces de l'ordre qui sont peu nombreuses et doivent être renforcés ; tout cela fait de l'infatigable De Magistris un personnage qui ne peut qu'être aimé et désiré par toute la gauche napolitaine et par tous ceux qui croient réellement aux institutions et qui ne savent pas « qu'il y a toujours quelque chose derrière », ou peut-être qu'ils y trouvent eux aussi un avantage, et par conséquent, nous n'aurons rien à partager, ni avec eux ni avec les institutions.

**DISCUSSION AUTOUR D'UNE
BARRICADE**

Après une semaine d'affrontements sanglants ce qui reste des forces des Communards est retranché derrière les barricades qui protègent le quartier de Belleville, les Communards ont décidé de tenter la dernière défense aux abords du cimetière monumental du Père Lachaise. Entourés de tous les côtés, sans artillerie ou approvisionnement valide en munitions, sans espoir d'un autre jour, reste pour les soutenir la haine contre ceux qui ont exterminé leurs camarades, leurs amis, leurs frères. Il ne reste donc qu'à se battre, à envoyer le plus possible d'ennemis au sol, dans une mare de sang.

Les barricades en place pour bloquer les routes menant au quartier seront bombardées avec des obus et des mitrailleuses pendant toute la journée sans que personne ne pense à quitter sa propre place pour prendre la fuite, ce n'est que vers dans la soirée que le général Mac Mahon à la tête des troupes réactionnaires donnera l'ordre de rafler rue par rue et d'exterminer les quelques centaines de survivants.

Malgré la disproportion des moyens et des hommes, les combats, même à l'arme blanche, se succédèrent sans relâche tout au long de la nuit. Belleville sera complètement conquise seulement au coup de midi le lendemain, le 28 mai, après la purge de tous ses défenseurs.

Quelques lignes ne suffisent pas à donner l'idée de ce que peuvent avoir été les dernières heures derrière ces barricades, peut-être qu'une encyclopédie ne suffirait pas à expliquer ce que cela signifie se battre quand vous avez tout perdu, juste pour venger une vie d'exploitation, seulement par sursaut de dignité.

Cette défaite malgré tout continue à raconter son histoire indomptable après plus d'un siècle et il en faut peu pour comprendre le pourquoi : qui, au moins une fois dans sa vie n'a pas rêvé d'être sur les barricades, face à face avec l'ennemi, en fin de compte pour cracher son dégoût de toute autorité ? Précisément à partir de la puissance évocatrice de ce désir récurrent j'ai commencé à penser à ce que cela veut dire entre amis quand on parle de faire l'insurrection, la révolte généralisée, ce que nous pensons que nous pourrions concrètement faire, ce que nous imaginons de nos forces, de notre portée effective.

Nous serons sur les barricades pour défendre les quartiers urbains modernes des villes où nous survivons, ou nous irons traquer certaines des charognes qui dégradent notre vie quotidienne ? Ou nous nous organiserons comme beaucoup l'ont fait avant nous, le pillage visant à alimenter une occasion prochaine ? Indépendamment de ce que chacun de nous rêve, indépendamment de ce que tout le monde va faire, maintenant toute perspective insurrectionnelle devraient tenir compte du fait que les villes comme elles sont structurées, habitées par des millions de personnes, ont complètement changé et par conséquent les méthodes et les perspectives doivent apprendre à changer.

Dans la ville où je suis né chaque année dans un lieu différent apparaît une inscription sur un grand mur, LA BARRICADE FERME LA ROUTE, MAIS OUVRE LA VOIE. Cet écrit est devenu une tradition qui témoigne de la fascination et de l'attrait pour la rébellion de quiconque a dans les veines un peu de goût sain pour la mutinerie. Cependant cette suggestion est faite dans l'idéalisation typique de la barricade, comme si elle représentait à elle seule la révolte et pas une des nombreuses façons dont les exploitées ont affronté le pouvoir. De plus, n'a-t-on jamais entendu parler d'un révolutionnaire qui ne serait pas allé aux barricades ?

À partir de cette question justement, je me suis retrouvé à réfléchir au poids que peuvent avoir les traditions et certains modèles de comportement stéréotypés sur notre façon d'interpréter la révolte et la conflictualité sociale.

Construire des barricades lors d'une émeute suppose que les émeutiers se battent pour défendre autre chose qu'eux-mêmes. L'idée est en effet de défendre les zones où les mêmes rebelles ont toujours vécu. Comme les villes étaient structurées par le passé néanmoins, ce système de défense fixe était plus que logique. Être un habitant d'une banlieue parisienne dans les années 1790 signifiait fondamentalement une autre manière de vivre les relations communautaires et les relations interpersonnelles. Environ cent ans plus tard, les communards des barricades de Belleville se partageaient encore un concept similaire d'adhésion à la communauté, un sentiment d'appartenance à une identité commune qui est resté intact. Bien que le pouvoir fût dans certains cas beaucoup plus brutal qu'aujourd'hui, cette dynamique ne pouvait pas être éradiquée.

Des quartiers entiers de villes européennes lors des rébellions cycliques de 1830, 1848, et 1870-71 montèrent les barricades et finirent alors submergés par les nouvelles technologies militaires. Aucune barricade, bien que construite avec une habileté extraordinaire et défendue par des individus courageux et déterminés, ne peut résister à longtemps aux coups de l'artillerie.

Mais la question est autre, dans les villes où nous survivons à peine aujourd'hui, qu'avons-nous à défendre ? Dans les endroits où les traditions coutumières de soutien mutuel entre les exploités ont été éradiquées par la gentrification croissante des centres ville, dans un moment historique où le capital a asservi de larges couches de la population qui ne se savent même pas avoir une identité sociale dans laquelle se reconnaître, qu'est-ce que cela signifie aujourd'hui pour les révolutionnaires de monter des barricades ?

Dans certains cas, cela est devenu une habitude mécanique, mise en œuvre de manière acritique, qui tend à toujours donner la même réponse à des problèmes différents. Mais comme cela est prévisible, tous ne pensent pas de la même manière et en fait à de nombreuses reprises, même pendant des émeutes plus récentes, certains groupes d'individus ont fait une toute nouvelle lecture de la situation autour d'eux. Ils ont décidé d'abandonner la lutte contre les troupes d'État pour se concentrer sur la propriété des riches et sur l'attaque de certains hommes de pouvoir les plus représentatifs. Des centres commerciaux ont été pillés, banques, bijouteries, pharmacies, armureries et lieux de prérogative des propriétaires fonciers. Des officiers armés, des informateurs de la police, des politiciens et des chercheurs au service de l'autorité ont été exécutés. Il ne fait aucun doute que durant les tumultes tout cela ait été rendu plus simple par l'atmosphère ludique qui sévissait dans la ville, mais pour être honnête, cette approche conflictuelle peut être mise en œuvre et se concrétise sans réel besoin d'une émeute en ville. L'œuvre d'attaque directe et la réappropriation, contre les hommes et les structures du pouvoir continue à être effectuée tous les jours aux quatre coins du monde, même si nous en entendons peu parler, et continue de préoccuper les appareils de sécurité globaux.

La réflexion faite par qui met en pratique des actions de ce type est plus que valable compte tenu de la séparation progressive entre les exigences de révolte collective et la majeure partie des habitants des centres-villes. Pourtant, malgré la justesse de ces analyses, nous devons nous efforcer de comprendre que même cette perspective d'attaque ne déplace pas beaucoup l'équilibre de la balance soit en termes quantitatifs, soit en termes qualitatifs.

Ces dernières années, nous avons dû faire face à l'inadéquation théorique et pratique qui a marqué les dernières grandes révoltes dans les mégapoles occidentales. Après des jours de combats, après que tout ce qui est pillable ait été pillé, après être restés pendant des jours maîtres du jeu, la vie de la ville retourne à un moment donné aux habitudes productives. On retourne au travail, on réouvre des centres commerciaux, la circulation automobile reprend de nouveau dans un climat d'enthousiasme épuisant. Qu'est-ce qui s'est passé alors ? Pourquoi le rythme de la ville a-t-il repris possession de la vie des rebelles ? La raison réside probablement dans le fait que les quartiers et les maisons où nous vivons dépendent totalement des sources d'énergie et des approvisionnements distribués par le marché mondial. Une interconnexion productive entre ville et campagne, entre centre et périphérie a vraiment manqué, empêchant que des événements tels que les révoltes dans les mégapoles puissent continuer à s'étendre pour devenir des insurrections. En 1992 à Los Angeles, les feux de la révolte se seraient probablement éteints d'eux-mêmes sans l'intervention de la garde nationale et de l'armée américaine.

Lorsque l'on raisonne sur les grandes émeutes urbaines qui depuis les années 90 continuent cycliquement à secouer le monde, nous devons prendre en compte cet état de fait, la simple pression perturbatrice des émeutiers s'est épuisée en quelques semaines dans les cas les plus litigieux, et en quelques jours dans la plupart des événements. La tâche des révolutionnaires devrait donc être de rendre la révolte irrécupérable en empêchant que le calme mercantile et ses rythmes épuisants reprennent. On parle encore d'insurrection comme si nous avions vraiment compris de quoi nous voulons discuter. C'est parce que nous sommes conscients que les villes où nous vivons sont entièrement un territoire ennemi, c'est parce que nous comprenons qu'il est pas minimalement possible ni souhaitable de tenter de gérer pendant et après le soulèvement des quartiers entiers que nous devrions raisonner en conséquence sur ce qu'il est souhaitable de mettre en pratique et ce qui est en revanche totalement contre-productif et à partir de cette prise de conscience raisonner sur les possibilités illimitées que nous offre le comment [faire]. Comme diraient quelques essais antiques le pourquoi est le moteur qui donne un sens au monde tandis que le comment en représente les engrenages qui le font tourner.

De toute évidence, il n'y a pas de recettes préétablies, ou remèdes universels, chaque situation doit être contextualisée et affrontée en fonction des conditions qui progressivement sont créées, et pourtant avoir à l'esprit des plans d'attaque, des connaissances pratiques et théoriques, et des ressources à mettre en œuvre serait

déjà un grand pas en avant. Par exemple, au XXe siècle, dans l'histoire des insurrections dans les villes l'effort des révoltés s'est toujours cristallisé dans l'occupation des centrales électriques, téléphoniques, des casernes, des usines et dans le contrôle des quartiers et des principaux axes de communication entre la ville et la campagne environnante. On pourrait dire que les insurrections classiques soustraient le territoire dans lequel elles sont présentes au pouvoir afin de le remodeler selon une mesure plus humaine, plus proche des besoins vitaux des insurgés. Voilà qu'apparaissent des cantines où manger gratuitement, des endroits où l'on peut se reposer, se rhabiller et s'approvisionner en armement nécessaire et tant que cela dure, les insurgés ne peuvent pas être déchaussés de leurs positions. En outre, jusqu'à ce que l'enthousiasme révolutionnaire continue sa contagion tumultueuse, rien ne semble impossible. Mais sommes-nous sûrs que ce soit un modèle toujours valide ? Ou bien ne s'agit-il en fait d'un héritage comportemental d'un monde industriel, quand les insurgés étaient soucieux de prendre les moyens de production en main puisqu'ils étaient eux-mêmes la force motrice ? Comme nous l'avons déjà dit, les villes et le rôle des individus en leur sein ont complètement changé, pourquoi alors les approches conflictuelles ne devraient-elles pas changer aussi ?

Avant de faire quelques considérations de méthode néanmoins il est nécessaire de réfléchir à ce que pourrait être l'une des relations entre l'espace, entendu comme territoire de la ville, et les insurgés. Au cours des dernières années, nous avons assisté à un essor de discussions sur la défense et la réappropriation des territoires dans lesquels nous vivons. Certaines des luttes portées dans de nombreuses régions d'Italie sont inspirés par une vision de l'espace urbain comme un territoire à libérer des aspirations lucratives et du pouvoir et à remodeler avec d'autres formes de sociabilité. Mais ce modèle se pose dans une perspective de défense territoriale comme si celui-ci maintenait intactes les habitudes particulières de solidarité entre les exploités, comme si existait encore l'ancienne conception des quartiers populaires, et donc comme si nous étions en train de défendre un quartier en révolte comme Belleville pendant la Commune et non pas l'un des nombreux quartiers anonymes, presque sans identité collective, tels qu'ils apparaissent aujourd'hui.

Et penser que ces traditions solidaires peuvent se répéter avec l'impulsion et la capillarité du passé signifie au moins être aveugle face à l'anomie croissante. Si l'on pense à un quartier d'une métropole européenne qui maintient plus ou moins intactes les caractéristiques nettement anti-autoritaire nécessaire à la révolte, il faut mentionner immédiatement Exarchia à Athènes, un endroit qui parvient encore entre les hauts et les bas à faire rayonner une socialisation différente de tout ce qui l'entoure.

Mais nous devons à juste titre prendre en considération le rôle de la zone libérée par la police, dont jouissent les universités grecques après le massacre de 1973 à polytechnique située à côté d'Exarchia.

C'est certainement un plaisir de passer du temps à Exarchia, de vivre une quotidienneté conflictuelle très proche de ce que devait être les quartiers chauds d'antan, mais il faut être honnête, n'avez-vous jamais eu le sentiment d'un ghetto assiégé tout autour où il ne reste rien d'autre que d'aller évacuer ses soucis quotidiens ? Un lieu donc soustrait au contrôle de l'autorité, mais aussi fonctionnel au contrôle social plus large visant à concentrer les éléments rebelles dans une seule zone ? Une nouvelle révolte urbaine à Athènes verrait probablement Exarchia comme un piège pour des centaines de camarades qui se précipiteraient pour défendre le quartier contre l'occupation des troupes de l'État. Et si, au lieu de cela, nous raisonnions sur l'espace urbain seulement comme un lieu à traverser et non à défendre ? Si nous nous posions comme des subversifs qui pensent que le territoire urbain est toujours un territoire ennemi, et donc lors de la révolte, tendre à faire autant de dégâts possibles potentiellement irréversible sur les ressources structurelles, logistiques et humaines de l'ennemi ? Nous nous assurerions d'autant plus de marge de manœuvre si tout à coup dès les premiers signes de révolte des groupes d'individus se préparaient à saboter les lignes d'énergie qui dirigent la ville et empêchait systématiquement la reprise des spécificités technologiques du capital ? Dans une telle perspective, le temps nécessaire aux troupes réactionnaires pour reprendre le contrôle du territoire urbain serait totalement insuffisant.

Les études et manuels de contre-insurrection tactique et stratégique (U.O. 2020, FM 3-24) s'étendent sur la nécessité pour les troupes du capital d'établir des partenariats avec les habitants des villes insurgées. Cela signifie une exposition prolongée des troupes d'occupation sur le territoire, le temps nécessaire pour pacifier les zones occupées en créant des poches de collaboration parmi la population. Certains analystes s'accordent à dire que le contrôle du territoire entraîne la collaboration et que perdre ce contrôle équivaut à perdre la collaboration de la population. La possibilité pour les forces anti-insurrectionnelles de reprendre le contrôle de l'espace urbain

augmente avec le temps qui passe. Et, en fait, les derniers grands soulèvements dans les villes du Moyen-Orient ont confirmé que dans le cas de la révolte de quartiers entiers les forces d'occupation, avec le temps qui passe permettent à l'autorité de restaurer les positions perdues, en dépit de lourdes pertes sur le terrain.

Au moment où le processus normal de la vie de la ville a été fissuré de manière irrémédiable à court et moyen terme, le conflit se déroulerait dans une dimension complètement en dehors d'une possible récupération sociale. Nous serions dans ce cas face à l'impossibilité pour le pouvoir de gérer un flux de rebelles sans base fixe à attaquer, un endroit où il est impossible de mettre en œuvre les pratiques contre-insurrectionnelles d'encerclement, de rafle et de rétablissement de la normalité productive.

Que pourrait-il se passer dans un scénario d'exode comme celui-ci ? Personne ne peut répondre à cette question, ce qui est sûr est que lorsque les insurgés sont capables de maintenir une offensive imprévisible, rien n'est alors impossible.

1 Paroles de la chanson : « Parole della luna », de Gianni Togni.

2 Dans et hors de la ville.

3 *Untori* dans le texte original : individus soupçonnés de rependre une épidémie dans la ville (selon l'*Histoire de la colonne infâme* d'Alessandro Manzoni).

4 Association des villes marchandes de l'Europe du Nord autour de la mer du Nord et de la mer Baltique.

5 Salini Impregilo SpA est le principal groupe italien de bâtiment et travaux publics, sorte de Vinci local, il est à l'origine de grands travaux (ou détenteur de marchés) pour, entre autres, la construction du TAV, du *Ponte Calabre* qui devrait joindre la Sicile à la Calabre, d'une maxi prison en Argentine, d'autoroutes, de viaducs, de barrages, de lignes ferroviaires, en Italie et un peu partout dans le monde...

6 Cet écrit date de 2016.

7 Jeu de mots croisant « militante » (militant) et « tonto » (imbécile).

8 *Peuplées uniquement de toxicomanes* dans le texte d'origine.

9 L'opération « Mani pulite » désigne un certain nombre d'enquêtes effectuées au début des années 90 impliquant de nombreuses personnalités politiques visant notamment à dénoncer la corruption et de financement illicite des partis politiques.

10 *Je so' pazzo* a créé une liste électorale sous le nom de *Potere al Popolo...* pour se présenter aux élections municipales.

11 *Je so' pazzo*, a par exemple mis en place un contrôle « populaire » des votes en bon et due forme, afin de lutter (selon leur dires) contre la fraude et pour un système de « vote réellement populaire » ...

12 Les *scugnizzi* sont les gamins des rues à Naples.

13 Zone à Trafic Limité — accès autorisé aux riverains mais interdit aux véhicules extérieurs qui n'ont pas pris l'accès payant.

14 Reprenant la forme des Bourses du travail, litt. *Chambres Populaires du Travail* — Groupe qui à priori « lutte » pour l'emploi et contre le travail au noir, sur le modèle des bourses du travail qui étaient à l'origine une sorte de bureau de placement des ouvriers, assuré par les syndicats.

15 Chanson italienne « Sono un ragazzo di strada », Corvi

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Métamorphoses
2016

Traduction originale

Edizioni La Miccia. Publié à Naples, en mai 2016. Traduit en septembre 2018. Les [] et les notes de bas de page sont de la traduction.

fr.theanarchistlibrary.org